

En réalité, ces intervenants d'Amérique latine et du bassin du Pacifique ont de nombreux intérêts en commun avec le Canada, y compris la recherche d'un accès meilleur et plus sûr aux marchés de la Triade, l'importance persistante du commerce des ressources naturelles (y compris des produits transformés à valeur ajoutée) pour leur économie (la Corée constituant à cet égard la grande exception), et le souci que les règles commerciales en préparation à propos de questions aussi diverses que la politique de concurrence, l'investissement et l'environnement continuent de tenir compte des caractéristiques structurelles différentes des économies moins fortes et davantage tributaires du commerce. De plus, ces pays jouent également un rôle actif sur le plan international et disposent d'un certain pouvoir de négociation, car le dynamisme de leurs marchés intéresse les exportateurs et les investisseurs de la Triade. Bien que la composition des coalitions soit appelée à varier selon la question à l'étude, l'établissement d'une coopération plus étroite, plus constante et plus soutenue avec certaines économies du bassin du Pacifique et d'Amérique latine ne peut qu'accroître l'influence du Canada tant au sein de l'ALENA que sur le plan multilatéral, dans la quête des objectifs ultimes que sont l'amélioration de l'accès aux marchés de la Triade et de la formulation de règles du jeu équilibrées qui correspondent le mieux possible aux réalités canadiennes.

La logique de notre nouvelle arrière-cour nécessite également davantage de lucidité en ce qui concerne l'utilisation qui est faite de ressources financières et humaines de plus en plus limitées. La région Asie-Pacifique représentait récemment près de 30 p. 100 des ressources affectées au développement des échanges commerciaux du ministère des Affaires extérieures, de même que 24 p. 100 du personnel gouvernemental s'occupant des relations commerciales et économiques dans des missions bilatérales à l'étranger. En raison d'un taux de rendement des crédits du PDME supérieur à la moyenne, du dynamisme de ces marchés ainsi que des besoins stratégiques mis en relief dans le présent document, une certaine augmentation de la part des ressources disponibles paraît justifiée. Toutefois, la plus grande lacune qui existe du point de vue de l'exercice de notre activité à l'étranger concerne notre présence en Amérique latine. Alors que le taux de rendement du PDME y est très élevé et que son dynamisme économique commence à se rapprocher de celui du bassin du Pacifique, et compte tenu de sa volonté de plus en plus affirmée de resserrer les relations commerciales et économiques avec l'Amérique du Nord, l'Amérique latine n'a reçu que de 5 à 6 p. 100 des ressources du Ministère affectées au développement des échanges commerciaux et ne compte que 12 p. 100 de notre personnel oeuvrant dans les secteurs commercial et économique en poste dans des